

Le PLR refuse un renforcement de la loi sur les produits du tabac

Berne, 11 novembre 2015

Communiqué de presse

Le PLR refuse un renforcement de la loi sur les produits du tabac

Plus de responsabilité individuelle, moins de mise sous tutelle

Le Conseil fédéral a aujourd'hui transmis aux chambres fédérales, son message concernant la loi fédérale sur les produits du tabac. Malheureusement, il fait fi de la responsabilité individuelle de la population. Il a décidé de renforcer la réglementation et les restrictions envers la liberté économique. Le PLR. Les Libéraux-Radicaux soutient la protection de la jeunesse mais refuse clairement une forte mise sous tutelle de la population adulte.

Le nombre de fumeur en Suisse a déjà fortement reculé, ce qui démontre qu'une réglementation plus stricte que par le passé pour les produits du tabac n'est pas nécessaire ni souhaitée d'un point de vue libéral. Il est également nécessaire de relever que la population est mieux informée des risques liés à la consommation des produits du tabac. Ainsi, des citoyens responsables sont capables d'évaluer les risques et ne doivent pas être mis sous tutelle.

Maintenir la liberté publicitaire et économique

Le Conseil fédéral recommande, non seulement, de restreindre massivement la liberté publicitaire mais également d'exclure d'autres produits de la vente. Il veut aussi réglementer, comme les autres produits du tabac, la vente de cigarettes électroniques même si elles sont considérées comme moins nocives. Le PLR le rejette et s'engage contre des limitations supplémentaires de la liberté économique.

Liberté, Cohésion et Innovation – **par amour de la Suisse.**

Contacts

- › Bruno Pezzatti, conseiller national, 079 279 57 94
 - › Georg Därendinger, chef de la communication, 079 590 98 77
 - › Arnaud Bonvin, secrétaire romand, 079 277 71 23
-

Le PLR est le garant du modèle à succès suisse depuis 1848. Grâce à nos compétences économiques, nous assurons à la Suisse des conditions-cadre optimales, afin de préserver les emplois et d'en créer davantage. Nous nous engageons également pour les accords bilatéraux, mais refusons toute adhésion à l'Union européenne.